

**ÉLEVAGES SPÉCIAUX ET DÉVELOPPEMENT DURABLE DANS LA RÉGION MARITIME AU SUD-TOGO**, Komi DOSSE, Koudzo SOKEMAWU  
(Université de Lomé – Togo)  
biosseydosse064@gmail.com

**Résumé**

Le mini-élevage non-conventionnel, déjà illustré au Togo et particulièrement dans la Région Maritime par l'aulacodiculture, la cuniculture, la caviaculture et l'héliculture est un moyen permettant de mieux valoriser sur les plans alimentaire, économique et scientifique, les espèces animales sauvages en vue de la sauvegarde des écosystèmes. Cet article explore l'élevage non conventionnel des espèces animales sauvages et développement durable au Sud-Togo, afin d'évaluer les effets socioéconomiques et environnementaux de ces élevages sur le développement local des populations de cette partie du Togo. Afin d'atteindre cet objectif, nous avons adopté une approche méthodologique basée sur la collecte documentaire, les entretiens et les enquêtes de terrain menées par le biais d'une grille d'entretien et d'un questionnaire suivant la méthode non probabiliste dite boule de neige à 143 éleveurs. Les résultats ont révélé que les mini-élevages d'espèces fauniques non traditionnels sont en pleine expansion dans le secteur d'étude et exercés par des personnes d'âge compris entre 19 et 35 ans ayant majoritairement un niveau d'étude secondaire. De plus, les résultats ont montré que ces activités de productions animales sont pratiquées pour des raisons de sécurité économique, alimentaire et environnementale. Elles sont de ce fait importantes dans la résorption du chômage, dans l'autonomisation de la femme et dans la préservation de la diversité animale. Toutefois, les contraintes pathologiques, financières et techniques constituent des défis de durabilité des élevages non conventionnels au Sud-Togo. Pour y faire face, les enquêtés développent des stratégies qui consistent s'organiser en association et à y organiser des séances de formation.

**Mots-clés :** Élevage non conventionnel, Développement durable, Sud-Togo, Togo.

**NON-CONVENTIONAL MINI-LIVESTOCK FARMING AND  
SUSTAINABLE DEVELOPMENT IN THE MARITIME REGION IN  
SOUTHERN TOGO**

**Abstract**

Small-scale, non-conventional livestock farming, already practiced in Togo, particularly in the Maritime Region, through grasscutter farming, rabbit farming, caviar farming, and snail farming, offers a way to better utilize wild animal species for food, economic, and scientific purposes, thereby contributing to ecosystem conservation. This article explores non-conventional livestock farming and sustainable development in southern Togo, aiming to assess the socioeconomic and environmental impacts of these practices on the local development of communities in this part of the country. To achieve this objective, we adopted a

methodological approach based on document collection, interviews, and field surveys conducted using an interview guide and a questionnaire based on the non-probability snowball sampling method with 143 livestock farmers. The results revealed that small-scale livestock farming of non-traditional species is rapidly expanding in the study area and is carried out by individuals aged 19 to 35, most of whom have a secondary education. Furthermore, the results showed that these animal production activities are undertaken for reasons of economic, food, and environmental security. They are therefore important in reducing unemployment, empowering women, and preserving animal diversity. However, disease, financial, and technical constraints pose challenges to the sustainability of non-conventional livestock farming in southern Togo. To address these challenges, respondents are developing strategies that include organizing themselves into associations and holding training sessions.

**Keywords:** Non-conventional livestock farming, sustainable development, southern Togo, Togo

## Introduction

« Les changements climatiques et les activités humaines marquent le paysage terrestre de leurs empreintes » (R. G. Seingue, 2023, p. 35). « La déforestation, les feux de brousse et le commerce international d'animaux sauvages ont entraîné la perte de la biodiversité et une exploitation diversifiée de plus en plus forte de la faune sauvage » (G. A. Mensah, 1998, p. 14). « Les stratégies de conservation développées dans les années 1980, s'avèrent insuffisantes et inadaptées » (R. G. Seingue, 2023, p. 36). Au Togo, Les parcs créés, dans l'optique de restaurer, de préserver la faune sauvage, ont connu dans les années 1990, année de crise sociopolitique une forte dégradation et une disparition quasi-totale des espèces animales emblématiques. « Il est important alors de penser un autre modèle de développement qui pourrait mieux intégrer les stratégies d'adaptation » (R. G. Seingue, 2023, p. 36). « La domestication du gibier et des espèces animales non conventionnelles est un complément aux élevages classiques d'animaux » (T. I. Sacramento *et al*, 2010, p. 2281)

« L'élevage des espèces animales non conventionnelles également appelé élevage des espèces gibier et non gibier désigne un système de production intensive en captivité des invertébrés et des vertébrés » (G. A. Mensah *et al*, 2013, p. 113). « Il s'agit d'un mode de conservation ex situ de la biodiversité animale, représente un capital aisément mobilisable dans lequel le producteur puise pour répondre à ses besoins urgents » (G. A. Mensah, 1998, p. 16). L'aulacodiculture, la cuniculture, la caviaculture et la coturniculture s'inscrivent dans cette logique. Ces formes de production animale sont pratiquées à des fins lucratives en milieu rural, péri-urbain et urbain. Elles constituent des moyens efficaces de lutte contre la pauvreté et le braconnage mais également contribuent à l'éclosion des activités touristiques, récréatives et de loisirs en Afrique au sud du Sahara. Elles illustrent également la

diversification de l'économie de production, notamment celle agricole dans le contexte actuel des changements climatiques. L'objectif général de cette étude est d'analyser la contribution des élevages non conventionnels au développement durables au Sud-Togo. Plus spécifiquement il s'agit (i) d'identifier les principales espèces animales non conventionnelles élevées, (ii) de déterminer les atouts et les contraintes de ces élevages. Pour ce faire, une méthodologie appropriée a été mise en œuvre.

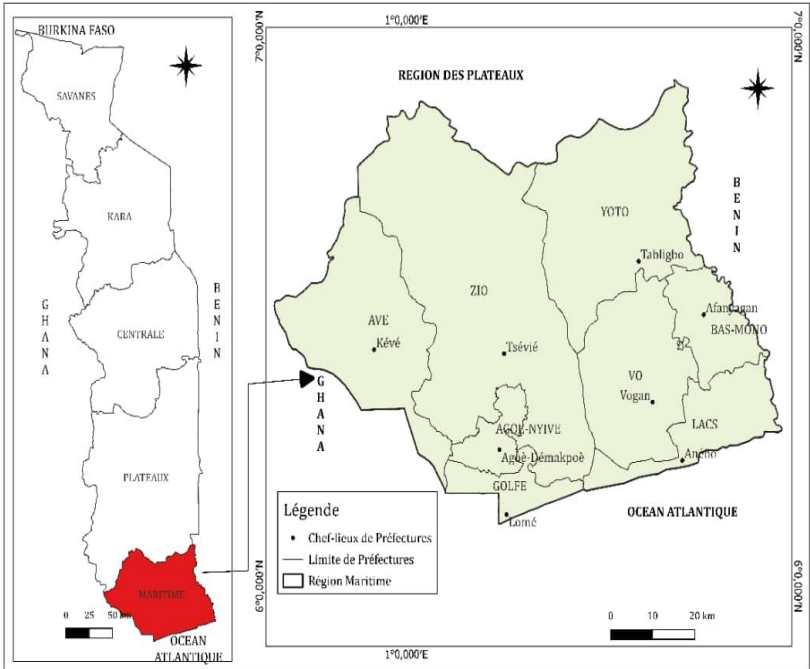
### 1. Méthodologie de l'étude

L'approche méthodologique de cette recherche est subdivisée en deux points à savoir : la présentation de la Région Maritime (site de la recherche) et la démarche méthodologique.

#### 1.1. Présentation de la Région Maritime

« La Région Maritime du Togo est une région de taille modeste (6390 km<sup>2</sup>, soit légèrement plus que le département de l'Herault en France. Elle bénéficie d'une ouverture sur l'océan atlantique avec 50 km de côtes » (A. Bawa, 2017, p. 37). Elle est limitée au Nord par la Région des plateaux, à l'Ouest par le Ghana, à l'Est par la République de Bénin tandis qu'elle s'ouvre sur l'océan atlantique au Sud (Carte 1).

Carte I : Situation géographique de la Région Maritime



Source : Agetur, 2018 et travaux de terrain 2022

« Il convient de préciser que la Région Maritime concentre à elle seule 42% de la population totale sur environ un dixième (1/10) de la superficie du pays » (A. Bawa, 2017, p. 37). C'est aussi la seule région où le nombre d'urbains dépasse largement celui des ruraux, la population urbaine de la Région Maritime représentant 69 % de l'ensemble des urbains du Togo. L'armature urbaine de cette région est dominée par la ville de Lomé, capitale économique et politique du pays. « Elle est actuellement en pleine réorientation et s'ouvre sur de nouveaux champs d'investigation tels que la foresterie urbaine » (Kokou et al., 1999 ; Polorigni et al., 2014), la valorisation de la biodiversité végétale et animale (Akodéwou et al., 2014 ; Akpavi, 2007 ; Batawila et al., 2007 cité par A. Bawa, 2017, p. 37). Aujourd'hui, elle comprend huit préfectures mais l'enquête n'a porté que sur six préfectures à savoir Agoè-Nyivé, Golfe, Zio, Avé, Yoto et Vô.

## 1.2. Démarche méthodologique

La démarche méthodologie adoptée a été celle de la recherche documentaire sur les élevages spéciaux. Elle a permis de cerner les principaux déterminants de la pratique des élevages spéciaux. Les documents ont été consultés au niveau du Ministère de l'agriculture, de l'élevage et la production halieutique et par consultation électronique. Cette revue a débouché sur les enquêtes de terrain pour collecter des données secondaires nécessaires à l'approfondissement de l'étude. Pour le recueil des informations, la technique d'échantillonnage utilisée pour sélectionner les personnes à enquêter est non probabiliste (raisonnée). Cette méthode a permis d'interroger à la fois les hommes et les femmes. En effet, avant l'enquête proprement dite, des discussions préalables ont été engagées avec le président des associations d'éleveurs pour trouver des informateurs répondant spécifiquement aux critères de l'étude. De plus, la technique de boule de neige a été employée, permettant d'interroger certains éleveurs ressources initialement non prévus. Au total, 90 personnes ont été interviewées. Cet échantillon est composé d'hommes et de femmes âgés de 18 et 72 ans. En ce qui concerne le niveau d'instruction, 30 personnes ont un niveau primaire ou secondaire, 18 ont un niveau supérieur et 42 sont non scolarisées.

Pour ce qui concerne la profession, ils sont des enseignants de collèges, des conducteurs de taxi et de moto, des carreleurs, des peintres, des agriculteurs, des étudiants. S'agissant de leur profil de résidence, ils sont dans la majorité des autochtones contre 25 personnes qui sont des allochtones. Aussi, ils sont issus de différentes ethnies telles qu'Ewé, Mina, Watchi, et Kotokoli.

L'adoption de cette méthode qualitative a permis de comprendre les motivations subjectives à la valorisation de la faune sauvage. Cette méthode a aussi permis d'analyser les implications de ces productions sur la durabilité de l'élevage dans la Région Maritime. Après cette orientation, les résultats sont présentés en ses différentes articulations et discutés.

## 2. Résultats

### 2.1. Élevages non conventionnels des espèces animales sauvages, une activité en plein essor dans la Région Maritime

Le concept d'élevages non conventionnels utilisé dans cet article diffère de celui pratiqué dans les milieux ruraux et urbains tels que l'aviculture ou l'élevage de bovins, d'ovins, de caprins et autres animaux domestique. Il s'agit d'un ensemble d'élevages des espèces animales sauvages ou peu commune, dont la production et l'entretien ne sont pas répandus. Ce type d'élevage consiste à prélever des animaux dans leur milieu naturel pour les conservés ex situ, dans un cadre contrôlé visant à assurer leur survie et leur reproduction. « Dans l'espace ouest-africain, la demande en produits d'origine animale augmente au rythme de la croissance de la population, de l'urbanisation et de l'accroissement des revenus » (K. L. S. A. Sounon, 2016, p. 6 ; K. L. S. A. Sounon *et al*, 2019, p. 8). Au Togo, et particulièrement dans la Région Maritime, la demande en produits animaux augmente chaque année à cause de la saturation de l'espace vital et de la disparition des espaces, autrefois dédiés aux pâturages. « Le taux de couverture des besoins en produits d'élevage est largement déficitaire et la consommation de viande et abats par habitant et par an est estimée à 7 kg, ce qui est nettement inférieur aux normes préconisées par la FAO qui est de 12 kg par personne et par an » (E. Talaki, 2017, p. 11). Par ailleurs, « le taux d'urbanisation dans le secteur d'étude reste le plus élevé au Togo » (INSEED, 2022, p. 1). « L'économie pastorale éprouve des difficultés réelles à faire face à l'accroissement de la demande de viande et de lait dans les pays ouest-africains » (K. L. S. A. SOUNON, 2019, p. 9), et particulièrement dans les zones les plus urbanisées. C'est pourquoi pour renforcer la résilience face au déficit protéique et réduire la dépendance aux importation, la Région Maritime, mise sur les élevages non conventionnels d'espèces animales gibier et non gibier. L'élevage des aulacodes, de cobayes, de lapins et d'escargots est pratiqué respectivement par 293 ménages agricoles, 1 207 ménages agricoles, 570 ménages agricoles et 1 258 ménages agricoles. Le tableau 1 fait le résumé de la situation par rapport aux autres régions du Togo.

Tableau 1 : Répartition des ménages par région au Togo (2014)

Espèces	RÉGIONS					TOGO
	Maritime	Plateaux	Centrale	Kara	Savanes	
COBAYES	1 207	328	145	160	81	1 921
LAPINS	570	408	227	543	905	2 653
AULACODES	293	258	112	122	153	938
ESCARGOTS	1 258	476	162	145	104	1 921
TOTAL	3 328	1 470	639	970	1 243	7 423

Source : Direction des Statistiques Agricoles, de l'Information et de la Documentation, (2014)

L'analyse des données du tableau 1, permet d'affirmer que le secteur d'investigation occupe la première place pour l'élevage des cobayes avec 62,83% des ménages au niveau national, d'aulacodes avec un taux de 31,23% des ménages du pays et celle des escargots avec 65,48% des ménages recensés. Les enquêtes effectuées ont permis de dresser le tableau suivant :

Tableau 2 : Activités d'élevages non conventionnels pratiquées dans la Région Maritime au Togo

Types d'élevages	Animaux concernés	Effectifs
Aulacodiculture	Grand aulacode Petit aulacode	113 (toutes espèces confondues)
Cuniculture	Lapins	4 946
Héliculture	escargots	5 345
Coturniculture	Cailles	3 436
Caviaculture	Cobayes	1 567
Héropéculture	Serpents, varans, tortues,	1 243 (toutes espèces confondues)

Source : Enquêtes de terrain, novembre 2024

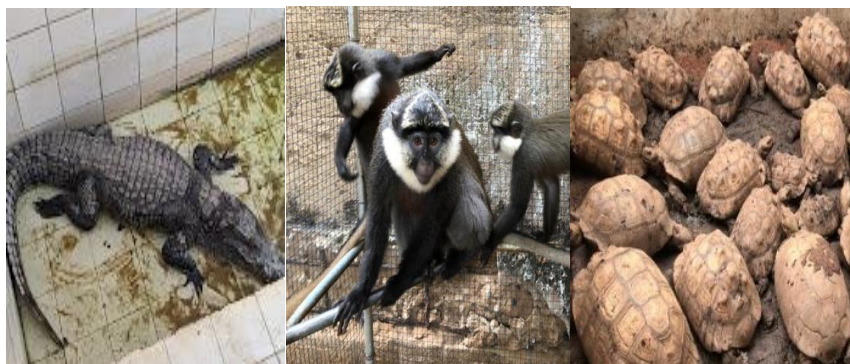
Dans le secteur d'investigation, les élevages non conventionnels sont majoritairement pratiqués. Nous avons pu identifier des rongeurs (aulacodes petit et grand, cobayes et lapins) (Planche 1), des reptiles (serpents et autres reptiles : varans, crocodiles, tortues) (Planche 2) ainsi que des espèces d'oiseaux (cailles, inséparables, paons) (Planche 3).

Planche 1 : Images montrant des espèces de rongeurs



Source : K. Dosse, vues prises en décembre 2024

Planche 2 : Des espèces de reptiles élevées dans la Région Maritime



Source : K. Dosse, vues prises en décembre 2024

Planche 3 : Des espèces d'oiseaux



Source : K. Dosse, vues prises en décembre 2024

## 2.2. Essor des élevages non conventionnels dans la Région Maritime : entre sécurité économique et alimentaire

Comme précédemment évoqué, les élevages non conventionnels connaissent un essor fulgurant dans le secteur d'étude. Ils sont pratiqués à domicile, dans des espaces non utilisés ainsi que dans des fermes agricoles. Dans le but de comprendre les fondements de cet essor vertigineux des élevages non conventionnels, les enquêtés ont été interrogés et leurs avis sont diversifiés.

Pour certains, c'est la sécurité économique ou financière qui est mise en avant. Un enquêté, un étudiant à la FASEG (Faculté des sciences économiques et de gestion) à l'université de Lomé, a affirmé ce qui suit :

« Moi, avec ma situation familiale et le retard des allocations familiales qui ne me permettent pas de poursuivre facilement mes études, je me suis adonné à l'élevage de lapins et de la caille. J'ai commencé ces activités depuis 2019. Aujourd'hui, j'ai des clients même à l'extérieur notamment au Bénin d'où j'exporte les matériels d'élevage et les animaux. Ce réseau d'amitiés favorise ma



visibilité. J'arrive à vendre en moyenne cinq (05) lapins par mois. Avec cet argent, je finance moi-même mes études et j'ai pu acheter une moto. Bien que je sois étudiant, il faut que je fasse quelque chose pour appuyer mes parents. Même si demain, on m'embauche dans la fonction Publique, je ne renoncerais jamais à ces activités. Tellement, elles sont rentables » (entretien de terrain, septembre 2024).

Comme pour corroborer ces informations, un aulacodiculteur sis Adéticopé a affirmé ce qui suit :

« Moi, je suis fils de pays. L'aulacode est une viande très appréciée dans mon village comme partout ailleurs au Togo. Cette viande est très recherchée. Quand je suis arrivé à Lomé en 2016, j'ai été conducteur de Taxi-moto suivant un contrat « *Worh and Pay* » (Travailler et payer). Malheureusement, la moto m'a été volée. La vie a été difficile pour moi. Je cherchais quelque chose à faire. Comme Dieu protège toujours les siens, mon meilleur ami, aulacodiculteur et lauréat de Loterie visa américain, m'a laissé son élevage de deux mâles et six femelles. Aujourd'hui, je vis de cet élevage très rémunérateur. Il me permet de subvenir à mes besoins » (Entretien de terrain, octobre 2024).

Les propos recueillis lors des différents entretiens mettent en évidence le rôle socioéconomique des élevages non conventionnels dans la Région Maritime. Plus qu'une simple activité, ils constituent une source de réduction des vulnérabilités économiques et un moyen d'emploi pour les jeunes et adultes.

Au-delà de ces fondements économiques, les élevages non conventionnels sont également pratiqués dans une optique de sécurité alimentaire et médicinales. Pour un enseignant de Lycée, il pratique l'élevage de la caille pour sa sécurité alimentaire et médicinale. Il a affirmé ce qui suit :

« Moi, je fais l'élevage de la caille pour ses nombreuses vertus alimentaires, j'ai commencé cette activité quand j'ai eu écho des nutriments que contiennent la viande et les œufs de la caille. Nous consommons régulièrement ses œufs car ils sont efficaces pour lutter contre l'anémie, l'asthme, la sinusite » (Entretien de terrain, Octobre 2024).

La mise en évidence des déclarations issues de l'enquête confirme les intentions variées liées à la pratique des élevages non conventionnels dans la Région Maritime.

### **2.3. Essor des élevages non conventionnels dans la Région Maritime au Togo : entre lutte anti braconnage et l'intégration de l'agriculture et de l'élevage**

L'homme est toujours dépendant des ressources de la nature qui le nourrissent, l'abritent et assurent sa reproduction. Parmi toutes les ressources, celles issues forêts, dont fait partie la faune sauvage suscitent de nombreux débats. Malheureusement, « la faune sauvage qui constitue un capital important, s'érode au fil des années » (T. G. Koulengana et *al*, 2017, p. 10581). Cette érosion de la biodiversité est la résulte de la croissance démographique et des exigences d'une économie cherchant à jouer pleinement son rôle dans la mondialisation au mépris des objectifs du développement durable. « De nombreuses espèces animales sont capturées par l'homme dans les forêts et dans les savanes à des fins d'autoconsommation et de commercialisation pour la satisfaction des besoins



alimentaires et monétaires » (T. G. Koulengana et *al*, 2017, p. 10581). « Ces espèces sont donc menacées de disparition » (T. G. Koulengana et *al*, 2017, p. 10581).

« Les statistiques montrent que les antilopes et les rongeurs occupent une grande place dans cette disparition » (T. G. Koulengana et *al*, 2017, p. 10581). « Parmi les rongeurs, on trouve l'aulacode (*Thryonomys swinderianus* Temminck) » (T. G. Koulengana et *al*, 2017, p. 10581), mais aussi le lièvre (équivalent sauvage du lapin). Les cailles n'en font exception. En effet, « d'après l'UICN (l'Union Internationale pour la Conservation de la Nature), l'espèce (la caille) est classée comme « quasi menacée » (UICN 2019) et subirait un déclin démographique, conséquence de la chasse (Okuyama, 2004) et des modifications des pratiques agricoles (UICN 2019) » (L. Desmedt, 2019, p. 66). Au Togo, notamment dans la Région Maritime entre décembre et mars, les chasseurs ou les braconniers allument les feux de brousse à la recherche du gibier. Les aulacodes, les lièvres, les rats et les écureuils constituent les principales prises ou captures. Leur rareté, dans le milieu, justifie une fois de plus la raison d'adopter ou d'élever ces espèces.

Dans l'aire d'investigation, les élevages non conventionnels sont associés à l'agriculture. Ils contribuent de ce fait à l'atteinte des ODD. Il ressort des enquêtes de terrain que les déjections des lapins, des aulacodes et des cailles sont utilisées dans la production maraîchère, dans le jardinage et dans les champs des producteurs ou vendus pour être utilisées comme fertilisants. Ainsi, 46% des éleveurs de lapins utilisent les crottes de lapins pour enrichir leur production agricole (K. Dosse, 2025, p. 466) contre 39% d'aulacodiculteurs et 37% de coturnicuteurs. Des travaux d'investigation, il ressort aussi que la grande partie des déchets sont souvent vendus à 100 f le sac de 25 Kg (41%) ou offerts en dons (13%). La photo 1 montre des déchets de lapins dans un champ.

Photo 1 : Les déjections de lapins éparpillées dans un champ



Source : K. Dosse, vue prise en juin 2022.

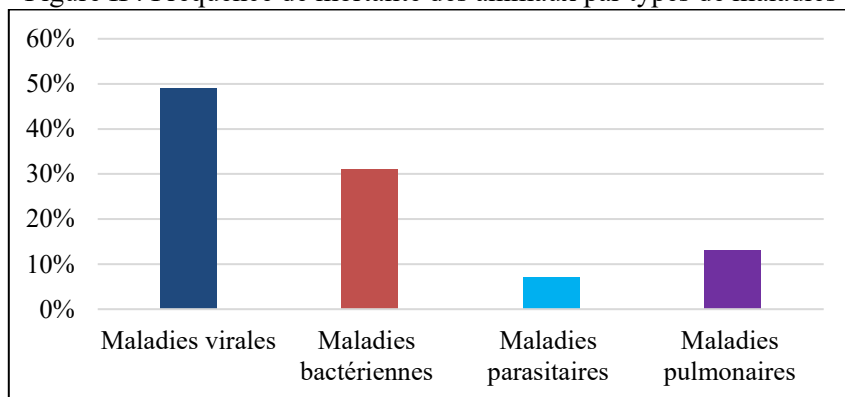
La photo 1 montre une exploitation de maïs et de manioc enrichie par les déchets de lapins.

Malgré le rôle socioéconomique des élevages non conventionnels dans la vie des populations locales du milieu, les élevages non conventionnels sont handicapés par plusieurs contraintes qui posent des défis de durabilité.

#### **2.4. Essor des élevages non conventionnels dans la Région Maritime au Togo : défis de durabilité ?**

Les élevages non conventionnels se heurtent à de nombreuses contraintes touchant principalement la santé, l'alimentation, et l'habitat (K. Dosse, 2022, p. 91). Parmi celles-ci figurent le difficile accès aux soins vétérinaires qui réduit de façon drastique, la productivité numérique à laquelle s'ajoute le manque d'hygiène, de crédits et d'encadrement et des difficultés d'écoulement des animaux (K. Dosse, 2022, p. 91). Ces facteurs exposent les animaux à de nombreux agents, de nature virale, bactériens, parasitaire et même pulmonaires, toutes favorisées par les conditions particulières de nutrition et d'habitat. Ils sont souvent la cause de fortes mortalités observées chez les espèces animales et freinent incontestablement la production escomptée par les éleveurs. La figure 1 illustre la fréquence de mortalités selon les types de maladies.

Figure II : Fréquence de mortalité des animaux par types de maladies



*Source : D'après les résultats des travaux de terrain, 2022.*

Il ressort de la figure 1 que les maladies virales sont les principales responsables de la mortalité de la caille, de cobaye, d'aulacode ou de lapin dans la Région Maritime.

À l'état actuel des connaissances, l'un des grands défis de durabilité des élevages non conventionnels est les soins vétérinaires. D'après les enquêtes de terrain, tous les éleveurs (100%) recourent à des méthodes phytosanitaires pour traiter leurs animaux. Cependant, seulement, 30% des éleveurs confient leurs animaux à un vétérinaire.

Pour certains enquêtés, ce ne sont pas uniquement les soins vétérinaires qui compromettent le développement de cette filière, mais également des techniques d'élevage encore mal maîtrisées. D'après les investigations, les animaux sont produits suivant un système de type traditionnel, sans distinction d'âge et selon les techniques rudimentaires. Les élevages non conventionnels ont du mal à entrer dans la modernité (photo 2).

Photo 2 : Un habitat de cobayes moins spacieux et moins aéré



*Source : K. Dosse, Vue prise en mars 2022.*

La photo 2 montre un habitat de cobayes peu spacieux et insuffisamment aéré. Un tel environnement pose des problèmes de l'espace et favorise la prolifération des parasites. Le fait que les habitations ne sont pas hautes constitue un obstacle à la circulation optimale de l'air à l'intérieur de celles-ci.

Face à ces défis, que faire ?

« Une des actions de durabilité introduites, dans le milieu, a été l'encouragement à la création d'association d'éleveurs, un regroupant ainsi un ensemble des forces locales, en vue de favoriser les échanges d'expériences et de contribuer au développement de l'élevage » (G. A. Mensah *et al*, 2013, p. 123). Convaincus de la pertinence de cette approche, les éleveurs de lapins venus de diverses régions du Togo ont officialisé la création le 25 mai 2025 de l'Association Nationale des cuniculteurs du Togo (ANACUTO)<sup>1</sup>. Au plan régional, des Associations Professionnelles de Cuniculteurs, de Caviaculteurs, de Coturniculteurs d'Aulacodiculteurs ont vu le jour dans plusieurs localités de la Région Maritime (Lomé, Kévé, Tabligbo, etc.) sont nées avec un projet national de vulgarisation (projet TCP/TOG/3501, intitulé « Appui à l'élaboration d'une stratégie et d'un plan de développement des élevages spéciaux (Aulacodes, Lapins, Escargots et Abeilles) au Togo (FAO, 2015, p. 23). Ces associations ont pour mission essentielle la professionnalisation de leurs membres, notamment à travers

<sup>1</sup> ([www.grandreporter.info/les\\_eleveurs\\_de\\_lapins](http://www.grandreporter.info/les_eleveurs_de_lapins)).

l'organisation et la gestion de la filière et les prestations de service à leur profit. « Ces associations sont très utiles mais leur efficacité est partiellement limitée » (CITES, 2011 ; p. 10). En complément, les éleveurs non conventionnels suivent<sup>2</sup> régulièrement des formations portant sur les techniques de conduite des animaux. Les différents axes de la formation sont souvent : la prophylaxie sanitaire (interne et externe), les techniques améliorées d'élevage, l'importance de quelques produits vétérinaires (Vitamines, anticoccidiens, déparasitant), les maladies en cuniculture, aulacodiculture, coturniculture et leurs traitements.

### 3. Discussion

Il ressort de cet article que les élevages non conventionnels qui contribuent au développement durable dans la Région Maritime sont la caviaculture (élevage de cobayes), la cuniculture (élevage de lapins), l'aulacodiculture (élevage d'aulacodes), la coturniculture (élevage de la caille) et l'herpetoculture (élevage des reptiles). Ces résultats sont à quelques variations près conformes à ceux du MAEP (2014, p. 494) qui a pu identifier dans le milieu d'étude l'élevage de cobayes, de lapins et d'aulacodes. En 2019, dix aulacoculteurs ont été recensés à Lomé et à sa périphérie (T. Kangni et *al*, 2019, p. 155).

Ces élevages contribuent à la sécurité financière et alimentaire des ménages permettant aux producteurs (éleveurs) de se procurer des biens de consommation et de s'acquitter des frais de scolarité et de santé de leurs enfants. Des études de cas menées en Afrique subsaharienne montrent que « l'élevage d'aulacodes a généré environ 34% des revenus monétaires des ménages ruraux, contre 14% pour les produits végétaux et la contribution de l'élevage au PIB agricole varie de 5% en Côte d'Ivoire à 44 % au Mali et fournit de l'emploi à environ 50% de la population économiquement active (Adow, 2013) ». De même, l'élevage de lapins qui constitue une activité génératrice d'emplois pour 33 % des éleveurs ne disposant d'aucun travail rémunéré permanent et pour 47 % de ceux exerçant des activités à temps partiel, dans la préfecture d'Agoè-Nyivé au Togo (K. Dosse, 2025, p. 469). Ils constituent des outils efficaces de lutte contre le braconnage et d'intégration ou de l'association de l'agriculture et de l'élevage.

Selon les résultats, 46 % des éleveurs associent l'élevage de lapins couplé à l'agriculture. Les déjections de ces animaux sont de meilleurs stimulateurs de la croissance des productions agricoles. Ainsi, 46% des éleveurs de lapins utilisent les crottes de lapins pour enrichir leur production agricole (K. Dosse, 2025, p. 466) contre 39% d'aulacodiculteurs et 37% de coturniculteurs. Les déjections de ces animaux sont de meilleurs stimulateurs de la croissance des productions agricoles (K. Dosse, 2025, p. 469). Ils renferment, en effet, de l'azote et des protéines, des éléments très nécessaires à la production végétale. Ces résultats confirment ceux de M. Handlos (2018, p. 1) en République Démocratique de Congo arguant que les lapins produisent du fumier qui est un engrais de haute qualité contenant du phosphore et de l'azote destiné à la culture maraîchère. « Une bonne connaissance de ces rejets est essentielle pour optimiser leur valorisation agronomique et

minimiser les impacts négatifs sur l'environnement » (T. Gidenne *et al*, 2019, p. 440). Comme leur fumier est riche en protéines, il peut également être séché et ajouté aux régimes alimentaires d'autres espèces (porcins, poules). Ces résultats concordent en grande partie avec les résultats des travaux de G. A. Mensah *et al*, 2013. Selon ces auteurs, « l'élevage d'aulacodes constitue un moyen efficace de lutte contre le braconnage pour plusieurs raisons suivantes : aujourd'hui, l'aulacode gibier devient rare ; l'élevage d'aulacodes occupe le braconnier qui n'a plus le temps de faire le braconnage à cause du nettoyage, de la recherche du fourrage, de l'inspection du cheptel ; l'élevage d'aulacodes est également une source de revenus comme le but du braconnage, mais l'élevage d'aulacodes ne comporte pas des risques » (G. A. Mensah *et al*, 2013, p. 125). L'étude a également le mérite de montrer que les élevages non conventionnels connaissent des contraintes qui handicapent leur diffusion dans le secteur d'étude. Face à ces défis, les actions de durabilité sont en cours d'expérimentation. Parmi celles-ci, on relève la création d'associations d'éleveurs pour le partage des expériences. Ces résultats sont concordants avec ceux de G. A. Mensah *et al*, 2013, p. 123 qui ont orienté leur réflexion sur l'aulacodiculture. Pour ces derniers, la dynamique coopérative ou associative s'insère dans la durabilité de la filière aulacodicole en Afrique de l'Ouest et interpelle ainsi la mise en place d'un réseau de partenaires aussi bien des éleveurs, d'ONGs, d'Ecoles et instituts agricoles, du Ministère de l'Agriculture, de l'élevage et de la pêche, du Ministère de l'Environnement et des ressources forestières avec comme objectif la création d'un cadre de concertation de tous les acteurs. « Ce modèle de structure ou cadre de concertation, en prenant les éleveurs regroupés comme point focal des actions et en mettant ensemble tous les partenaires de la filière, donne l'assurance que l'innovation est pérenne, puis permet d'atteindre la durabilité de l'initiative et donc sa diffusion dans le secteur d'investigation » (G. A. Mensah *et al*, 2013, p. 123).

Il va de soi que l'adoption de bonnes pratiques de développement agricole durable nécessite une certaine garantie de la durabilité des élevages non conventionnels. Bon nombre d'acteurs soulignent que la création d'associations et les formations pour la consolidation des connaissances restent fondamentales pour garantir l'investissement et l'augmentation de la productivité.

## Conclusion

Le succès des mini-élevages non conventionnels dépendra surtout de l'ingéniosité avec laquelle seront exploités les résultats des travaux de recherches (G. A. Mensah, 1998, p. 25). Avec la croissance démographique, l'urbanisation et les difficultés liées à la pratique des élevages classiques (notamment les élevages de porcs, de chèvres, de bœufs) dans les zones densément peuplées, l'homme a finalement compris qu'il faut composer avec les élevages nécessitant peu d'espaces et peu d'investissement. « Cet article, un exposé liminaire sur la place des mini-élevages non conventionnels dans les programmes de recherches sur la biodiversité voire l'agriculture durable est un appel pour affronter l'énorme défi que représente ce vaste champ à peine défriché du programme de Développement Durable » (G. A. Mensah, 1998, p. 26) au Togo.



## Références bibliographiques

- BAWA Anissou, 2017, *Mutations des périphéries urbaines au sud du Togo : des espaces ruraux à l'épreuve du peuplement et de la marchandisation des terres*, Thèse de doctorat en Écologie Fonctionnelle et Sciences Agronomiques à l'Université de Montpellier, Montpellier, France, 239 p.
- DESMEDT Lucie, 2019, *Influences maternelles sur le développement vocal de la caille japonaise (Coturnix japonica)*, Thèse de doctorat en Biologie Santé, Spécialité : Neurosciences, Éthologie à l'Université de Rennes 1, Rennes, France, 269 p.
- DOSSE Komi, 2025, « Impacts socio-économiques de l'élevage de lapins dans la préfecture d'Agoè-Nyivé au Sud-Togo », In : *Presses de l'Université de Lomé*, Lomé, p. 456-471.
- HANDLOS Michael, 2018, *Manuel pour les agents de santé animale communautaires : L'élevage de lapins et de cobayes pour la production de viande dans de petites exploitations en République démocratique du Congo*, Nairobi, Kenya, 42 p.
- INSEED, 2023, 5<sup>ème</sup> Recensement Général de la Population de l'Habitat, Dépliants Résultats définitifs, Ministère de la Planification du Développement et de la Coopération, Lomé, Togo, 2 p.
- KANGNI Téko, KOSSOGA Kakom Assota, KPEMOUA Kossi Essotina et ADABE Kokou Edoh, 2019, « Relancer l'élevage du grand aulacode (1827) pour une diversification des spéculations animales et des activités génératrices de bénéfice des ménages agricoles au Togo », In : *Bulletin de la Recherche Agronomique du Bénin*, Bénin, p. 151-161.
- MAEP, 2003, État des ressources génétiques animales au Togo, Rapport national, République togolaise, Lomé, Togo, 81 p.
- MAEP, 2014, Résultats chiffrés détaillés du 4<sup>ème</sup> Recensement National de l'Agriculture togolaise, FAO, Togo, 526 p.
- Mensah Guy Apollinaire, 1998, « Élevage non conventionnel des espèces animales et développement durable en République du Bénin », In : *Bulletin de Recherche Agronomique*, Unité de Recherches Zootechnique et Vétérinaire de l'Institut National des Recherches Agricoles du Bénin, Bénin, p.13-27.
- Mensah Guy Apollinaire, POMALEGNI Charles Bertrand, AHOYO Adjovi, GUEDOU Marius Serge Euloge, KOUDANDE Olorunto Delphin, Mensah Edouard Roméo, 2013, « Aulacodiculture : une alternative pour la sécurité alimentaire et la préservation de la faune sauvage en Afrique de l'Ouest », In : *Revue Africaine de Santé et de Productions Animales*, Bénin, p. 113-128. 11.
- SACRAMENTO Tèniola Isabelle, ATEGBO Jean-Marc, MENSAH Guy Apollinaire et ADOTE-HOUNZANGBE Sylvie, 2010, « Effet antiparasitaire des graines de papaye (*Carica papaya*) chez l'aulacode (*Thryonomys swinderianus* Temminck, 1827) d'élevage : cas des aulacodicultures du Sud-Bénin », In : *International Journal of Biological and Chemical Sciences*, p. 2280-2293. 4
- SACRAMENTO Tèniola Isabelle, Jean-Marc ATEGBO Jean-Marc, MENSAH Guy Apollinaire et ADOTE-HOUNZANGBE Sylvie, 2010, Effet antiparasitaire

- des graines de papaye (*Carica papaya*) chez l'aulacode (*Thryonomys swinderianus* Temminck, 1827) d'élevage : cas des aulacodocultures du Sud-Bénin, In : *International Journal of Biological and chemical sciences*, Bénin, p. 2280-2293. 2.
- SEINGUE Gouataine Romain, 2023, « Impact des facteurs climatiques et anthropiques sur la biodiversité dans le Parc National de Manda (PNM) au Tchad, In : *REVUE HYBRIDES (RALSH)* », Tchad, p. 135-151. 1.
- TALAKI Essodina, 2017, Revue des filières bétail/viande & lait et des politiques qui les influencent au Togo, FAO, Université de Lomé, Lomé, Togo, 56 p.
- Toussaint Gervais KOULENGANA, Joseph YOKA, Arsène LENGA, Dildas Dimitri BYNDICKOU, Joseph VOUIDIBIO, 2017, « Croissance des aulacodes (*Thryonomys swinderianus*, TEMMINCK, 1827) élevés en captivité étroite à base de fourrages de *Penisetum purpureum* et *Hyparrhenia diplandra* », In : *Journal of Applied Biosciences*, Université Marien Ngouabi, Faculté des Sciences et Techniques, Laboratoire de Bio écologie des Vertébrés et Invertébrés, p. 10580-10593,
- Seingue romain gouataine, « Impact des facteurs climatiques et anthropiques sur la biodiversité dans le Parc National de Manda (PNM) au Tchad », In : *Revue Hybrides (RALSH)*, p. 135-151. 1.
- CITES, 2011, Elevages de reptiles et de scorpion au Bénin, au Togo et au Ghana, PNUE, 76 p.
- FAO et DSIDE (Direction de la Statistique de l'Information et de la Documentation), 2012 : Recensement National de l'Agriculture, 4ème RNA (Recensement National de l'Agriculture) 2011-2014. Aperçu général de l'agriculture Togolaise à travers le pré-recensement, Volume 1, TCP/TOG/3303-Assistance préparatoire au Recensement National de l'Agriculture, Secrétariat Général, Ministère de l'Agriculture, de l'Élevage et de la Pêche, République Togolaise. 122 p.
- FAO, 2015, Projets TCP/TOG/3403 et TCP/TOG/3501 : atelier de vulgarisation et de validation de documents. TCP/TOG 3501, Stratégie et plan de développement des élevages spéciaux (Aulacodes, Lapins, Escargots et Abeilles) au Togo.
- FAYE Bernard, ALARY Véronique, 2001, « Les enjeux des productions animales dans les pays du Sud », In : *INRA Productions Animales*, France, p. 3-13.14
- GIDENNE Thierry, GARREAU Hervé, MAERTENS Luc, DROUILHET Laurence, 2019, « Efficacité alimentaire en cuniculture : Voies d'amélioration, impacts technico-économiques et environnementaux », In : *INRA Productions Animales*, Vol 32, n° 3, Université de Toulouse, INRA, ENVT, F-31326, Castanet Tolosan, France, p. 413-444.
- SOUNON Adam Kon'dé Lafia Sika, AHO Edouard, LESSE Pierre, ICKOWICZ Alexandre, MESSAD Samir, LESNOFF Matthieu et Marcel R. B. HOUINATO Marcel Romuald Benjamin, 2019, « Evaluation de la valeur économique directe de l'élevage bovin au nord-Bénin », In : *International Journal of Biological and Chemical Sciences, Bénin*. p. 8-17. 13.